

AGRICULTURE

Des revenus en baisse de 34% en un an

L'agriculture traverse sa plus grave crise depuis trente ans. En moyenne, les revenus dans le secteur – qui compte 380 000 salariés permanents et 800 000 agriculteurs – ont baissé d'un tiers en 2009. Si toutes les filières sont touchées, la baisse varie fortement selon les productions. «Les plus à plaindre sont les éleveurs de bovins et les laitiers», précise Jean-Pierre Mabillon, responsable de l'Agriculture à Force Ouvrière. «Ils ont une charge de travail énorme pour un cours en baisse.»

Fin octobre, le gouvernement a annoncé la mise en place d'un plan d'urgence de 1,6 milliard d'euros, dont un milliard de prêts à taux bonifiés. Le plan comprend également des allègements de charges. «Je suis favorable aux aides en cas de période difficile, mais alléger les charges sociales, c'est de la mascarade, ajoute Jean-Pierre Mabillon. En prétendant aider, le gouvernement détruit le système de protection sociale. Il ferait mieux d'aider à valoriser la production ou à faire de la vente directe.»

à soutenir les revenus des agriculteurs, en instaurant, par exemple, un contrat écrit avec les acheteurs. «C'est beau sur le papier, mais encore une fois, concrètement, on va

jouer sur les charges sociales et



mettre en place un fonds

de risque à la Mutuelle sociale agricole», craint Jean-Pierre Mabillon. «Il y aura très peu de répercussion pour l'agriculture.»

Dans le secteur, la situation devrait encore se durcir en 2013 avec la nouvelle politique agricole commune. Certains États membres réclament son allègement. Déjà, dans l'absolu, le passage de 15 à 27 membres oblige à un désengagement sur certaines productions. Pour les petites exploitations notamment, le manque à gagner risque d'être douloureux.

DÉSENGAGEMENT DE L'EUROPE

Dans ce contexte, le projet de loi de modernisation agricole, entériné le 12 janvier par le Conseil des ministres, était très attendu. Il vise en premier lieu